

COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 13 février 2024

Arrêt du « leasing social » : Nouveau coup de frein gouvernemental en matière de transition écologique

Les renoncements aux « ambitions » écologiques d'Emmanuel Macron s'accumulent. Après les mauvaises réponses apportées à la crise agricole, à commencer par la mise en pause du plan de réduction de l'usage des pesticides, **c'est au tour des transports du quotidien de subir les couperets budgétaires.** L'affaire avait pourtant bien commencé puisque, sans jamais le dire, Emmanuel Macron avait repris intégralement la proposition portée par les socialistes pendant la campagne présidentielle de créer un « **leasing social** » à **100€ par mois pour les plus modestes** afin qu'ils puissent s'équiper de véhicules électriques à un coût raisonnable.

Lancé il y a quelques mois, sans étude d'impact afin de bien calibrer le dispositif et malgré la faiblesse de la communication gouvernementale, le succès est au rendez-vous. Sans surprise nous concernant ; **nous réclamions depuis des mois sa mise en place tant nous savons que la voiture est un objet indispensable pour l'immense majorité des Françaises et des Français.**

Mais face à ce succès qui « dépasse l'objectif initial » de 20 000 demandes, **le Gouvernement fait demi-tour** en décidant de mettre fin au dispositif jusqu'à une nouvelle campagne en 2025 et de réduire le bonus écologique de 1000 € pour des raisons strictement budgétaires.

Le Gouvernement applique donc la politique du « premier arrivé, premier servi ». C'est inacceptable. **Une nouvelle fois, ce sont les plus modestes, pourtant premières victimes du changement climatique, qui en payent le prix « quoi qu'il en coûte ».** Une nouvelle fois, Emmanuel Macron part à rebours de ce que les Françaises et Français attendent du chef de l'État : une politique claire et constante afin qu'ils puissent se nourrir, se loger, se déplacer et vivre sans être dans l'angoisse permanente de la fin du mois. Le leasing social devait être une partie de la réponse à cette crainte. Il ne sera finalement réservé qu'à quelques heureux lauréats.

Nous demandons donc au Gouvernement de surseoir à l'arrêt du leasing social pour l'année 2024, d'en revoir les critères afin de l'amplifier, et de ne pas abaisser le bonus écologique.

Et si nous n'avons jamais minimisé l'impact budgétaire que le déploiement de cette mesure représenterait, nous nous tenons à la disposition du Gouvernement si celui-ci cherche de nouvelles recettes afin d'alimenter le budget de l'État qu'il n'a cessé d'appauvrir depuis 2017 à force de baisses d'impôts sur les grandes entreprises et contribuables les plus aisés.

La décarbonation du parc automobile et le pouvoir de vivre des Françaises et Français ne saurait se jouer à la loterie.

Chefs de file transports :

Olivier Jacquin, sénateur de la
Meurthe-et-Moselle

Hervé Gillé, Sénateur de la Gironde

Gérard Leseul, député de la Seine-Maritime

CONTACTS PRESSE : Mélanie Branco (Sénat) - 06 31 29 73 21 - m.branco@soc.senat.fr

Martin Paugam (Assemblée nationale) - 06 83 79 47 34 - mpaugam@gsan.org